



Exclusif : <http://www.guineenews.org>

MEMORANDUM

Dans le processus d'achèvement de la **transition démocratique** en Guinée, la tenue des élections législative est fondamentale et **mettra fin à la période transitoire**, ainsi qu'à toutes sortes d'incertitudes :

- **Instabilité** politique.
- Impossibilité de procéder aux **réformes** économiques, sociales et politiques nécessaires.
- **Difficulté** à obtenir l'accompagnement des partenaires internationaux.

Depuis le dialogue politique inclusif, certaines avancées ont été constatées. Malgré l'annonce par la CENI de la date du 8 juillet 2012 pour le scrutin législatif, certains **points de blocage** restent effectifs entre l'opposition (Collectif et ADP) et le pouvoir.

C'est pourquoi, soucieux de garantir la Paix sociale et politique, le **Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne** a pris l'initiative de **rencontrer une nouvelle fois l'ensemble des acteurs** afin de trouver une **solution de compromis** à cette crise.

Ainsi, une délégation du CNOSCG a rencontré successivement, entre le 19 mars et le 4 avril, le Collectif des Partis Politiques pour la Finalisation de la Transition et l'ADP, le Président de la République, ainsi que la CENI.

Au cours de ces rencontres, les problèmes fondamentaux ont été évoqués et discutés, notamment les **entraves au droit des partis politiques** à exercer leurs activités, la couverture médiatique des manifestations, l'audit du fichier électoral, la représentation des partis de l'opposition dans les démembrements de la CENI, la révision de l'article 162 du Code Electoral, le vote des Guinéens de l'étranger et la composition de la CENI et de ses démembrements.

Concernant la liberté d'expression des partis politiques, le CNOSCG s'est **félicité** que suite à ces échanges, des **rassemblements** de l'opposition ont pu se dérouler **dans le calme et la discipline**, comme l'ont observé ses moniteurs sur le terrain.

A la suite de ces entretiens, le CNOSCG a identifié **la CENI** comme constituant le point de blocage central à l'établissement d'un consensus entre toutes les parties. En effet, les partis de l'opposition réclament, parmi leurs revendications, une recomposition intégrale de la CENI, en conformité, selon eux, au paysage politique actuel. Le pouvoir, quant à lui, rejette cette éventualité, qu'il considère contraire à la loi.

Afin de contribuer à débloquer la situation politique et à permettre la tenue des élections dans un climat apaisé, dont les résultats seront acceptés par tous, le CNOSCG appelle chacune des parties à **faire des concessions** dans l'intérêt supérieur de la Nation. Cette démarche permettra d'éviter de retarder le processus électoral.

Pour cela, le CNOSCG demande :

- La **démission du président de la CENI**, au nom de l'unité du pays et de la paix ;
- La **mise en œuvre** sans délai des **accords** obtenus par consensus entre les acteurs lors du dialogue inclusif ;
- La **préservation du dialogue** politique entre les acteurs majeurs ;
- A l'opposition et au pouvoir, de **faire chacun des concessions** sur les aspects techniques de l'organisation des élections législatives, dans le cadre de négociations sereines et équitables ;
- Aux partenaires de la Guinée, d'**appuyer les initiatives de la société civile** dans le sens d'instaurer un climat apaisé, afin de finaliser la transition démocratique

Dès lors, le CNOSCG s'engage :

- à **suivre et certifier** toutes les étapes du processus électoral dans la plus stricte neutralité politique ;
- à **désigner son représentant** au sein de la CENI.

Conakry, le 13 avril 2012.

Le Bureau National du CNOSCG